

La démocratie malade du Dieu Marché

Nous ne comprenons plus les décisions qui affectent notre vie dans un monde qui nous dépasse, inégalitaire, injuste, menaçant, provoquant insécurité et angoisse. Nous nous sentons abandonnés, déclassés, méprisés par les Institutions, les partis politiques et leurs représentants, comme si nous étions entre les mains d'une machine aveugle qui nous broie. Dès lors, la tentation est forte de céder aux sirènes fallacieuses de l'émotionnel haineux des réseaux sociaux, aux mirages fumeux des réalités alternatives, aux promesses populistes des partis extrêmes, de droite ou de gauche, à la séduction des « hommes forts ».

Cette broyeuse porte un nom et possède un moteur : la révolution néolibérale. Née dans les années 80 sous l'égide de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne et Ronald Reagan aux États-Unis, ses idées ont pratiquement façonné mondialement deux générations et transformé à notre insu, mais en profondeur notre manière de voir et penser nos sociétés.

Dans son analyse ¹, Stephanie Lee Mudge a mis le doigt sur sa particularité essentielle : « *Les trois faces du néolibéralisme (intellectuelle, bureaucratique et politique) partagent une caractéristique idéologique commune et remarquable : l'élévation du marché compris comme étant une entité semblable à une machine, non politique, non culturelle au-dessus de tous les autres modes d'organisation* ». En d'autres termes, le néolibéralisme a conféré au marché immanence et transcendance, des attributs divins. La vieille idée de l'autorégulation des sociétés humaines par la mécanique du marché est revenue en force avec la liberté absolue des acteurs, seule garante de la prospérité générale et de l'allocation optimale des ressources disponibles.

Cette révolution fut longuement préparée par tous les « think tanks » libéraux et conservateurs appuyés par nombre d'économistes de renom opposés aux politiques keynésiennes d'une social-démocratie qui s'essouffait. Ils ont construit une formidable machine informationnelle et ont petit à petit noyauté les États et les organisations internationales, tels le FMI, la Banque mondiale, l'OMC... L'UE n'y a pas échappé. Cette révolution s'est articulée sur le Consensus de Washington qui a proclamé la libre circulation des capitaux, la liberté du commerce et la nécessité de réduire l'emprise de l'État par la diminution des impôts et la privatisation de ses fonctions.

Le message est simple, puissant et universel. Tout le monde désire faire fructifier librement son patrimoine, même modeste, choisir en toute liberté ses partenaires commerciaux, accroître son confort matériel... Personne au monde n'aime payer son tribut à l'État d'autant plus s'il est corrompu, rempli de politiciens accrochés au maintien de leur pouvoir et des administrations publiques incapables de gérer les services et infrastructures collectifs.

À première vue, le néolibéralisme ne serait donc que la mise en œuvre de politiques conservatrices et libérales. Rappelons que Reagan et Thatcher et leurs émules jouirent d'un large soutien populaire.

Mais la mise en œuvre pratique des proclamations du Consensus révèle une autre histoire.

La libre circulation des capitaux signifie que tout particulier ou entreprise peut s'enrichir au plus vite et faire voyager ses capitaux là où ils rapportent le plus. L'enrichissement des actionnaires est sacralisé.

En corollaire, la liberté du commerce a instauré la possibilité de faire fabriquer, vendre et acheter biens et services là où c'est le plus profitable et donc là où les contraintes sociales, réglementaires ou légales sont faibles. De plus, le maintien et la croissance du niveau de profit exigeaient celui d'une machine à consommer efficace par la manipulation de la demande.

¹ « *What is neo-liberalism?* », Stephanie Lee Mudge, *Socio-Economic Review* (2008) 6, p 703–731, Oxford University Press.

La privatisation des fonctions de l'État a offert des opportunités d'enrichissement supplémentaires. Son affaiblissement par la diminution des impôts a non seulement augmenté les profits, mais énervé la puissance publique en diminuant fortement ses capacités de contrôle.

En fait, ces libertés ont lâché la bride à la cupidité lui donnant une vastitude formidable.

La finance, impériale, et son cortège dominant désormais nos vies menant une chasse effrénée à l'argent-roi. Aucun domaine ne lui échappe : santé, culture, éducation, services publics... tout doit être fait pour tirer au plus vite le maximum de gains en dépensant la moins possible.

La manipulation de la demande a donné naissance à un narcissisme consumériste effréné. L'essentiel n'est plus désormais la réalité d'un bien ou d'un service, ni leur utilité ni leur nécessité, mais uniquement l'image de soi-même que donne le fait même de les posséder ou de les utiliser. Le choix n'est plus de consommer ou non, mais de choisir entre les symboles qu'il faut détenir, les émotions qu'il faut vivre, les plaisirs auxquels il faut succomber pour participer à la vie de la société. L'apparence est devenue la seule réalité acceptable. Narcisse dépensera sans compter pour satisfaire les désirs infinis de son âme. Sa dépense procure gloire et richesse aux propriétaires du grand magasin de la consommation, mais provoque la frustration désespérée de celles et ceux qui, le nez collé à la vitrine, ne peuvent y entrer.

La faiblesse de l'État a encouragé, d'une part, la pratique systémique de l'évasion fiscale qui se marque dans les structures des entreprises, de même que la diminution systématique des impôts pour les plus riches, qui a contribué à la montée des inégalités et, d'autre part, l'abandon des régulations des pratiques, industrielles et commerciales entraînant par là la formation de monopoles et d'oligopoles dans nombre de secteurs. La montée en puissance des lobbies s'explique aussi par la volonté de maintenir la faiblesse des États.

Sans surprise, l'égoïsme s'est généralisé. Chacun se replie désormais sur son précarré et son confort, mais, contradiction, tout en réclamant à cor et à cri santé, sécurité, éducation, un air pur, un environnement protégé... sans bien sûr que l'État puisse contraindre et surtout, « nimby », ce sont les autres qui doivent payer !

Le marché autorégulateur est une religion dont le profit est la seule valeur. Elle entraîne la montée des inégalités, une vision court-termiste dans la gestion des entreprises et organisations, la cupidité des dirigeants, l'abandon de tout intérêt social dans le chef des managers et actionnaires, les délocalisations des activités avec les désindustrialisations et leurs ravages économiques et sociaux, la subversion des décideurs politiques, économiques, sociaux et culturels par une corruption insensée. Elle a provoqué la privatisation des gains et la collectivisation des pertes avec l'abdication des États dans la défense du bien commun et contribué à la dégradation continue de la biosphère. Sa soif insatiable de gains nous impose des quêtes consuméristes affolantes qui nourrissent d'enrageantes frustrations tandis que l'espérance d'une vie meilleure s'évanouit. Elle a ainsi insidieusement nourri la montée des extrêmes.

Les sauvegardes du climat, de l'environnement, de la santé, de la protection sociale, de la démocratie et l'économie ne s'opposent pas, bien au contraire. Mais elles ne sont pas compatibles avec le néolibéralisme. Le comprendre, c'est nous sauver. Malheureusement, trop peu nombreux sont celles et ceux qui le comprennent et agissent politiquement pour le dénoncer et l'expliquer. À notre avis, ce manque se marque à la fois dans la montée des droites conservatrices et l'échec des Ecolos. Mais ne perdons pas espoir, car il semble quand même qu'un vent nouveau commence à se lever pour refuser la dictature aveugle et criminelle du marché et redonner vigueur à la démocratie.

Alain Tihon
Mai 2024